

# Scandale Veviba: "Il faut des indicateurs plus efficaces pour détecter les fraudes"

Suite au scandale alimentaire qui a touché Veviba il y a quelques jours, mettant à jour une fraude à l'étiquetage et à la congélation au site de Bastogne, représentants de l'AFSCA et de la Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA) sont sur le plateau de Matin Première ce lundi.

## Newsletter info

Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

Jean-Sébastien Walhin, porte-parole de l'agence pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, rassure : "[Tous les produits qui posaient problème ont été retiré des rayons.](#) Les gens peuvent faire leur course de manière sûre."

Mais si les lots actuels ont bien été retirés des rayons, comment savoir si, par le passé, l'on n'a pas consommé une viande de moindre qualité ? [Car l'alerte a été donnée depuis septembre 2016, depuis le Kosovo, où des dates de péremption avaient été falsifiées et la viande périmée détruite.](#) L'AFSCA s'était alors rendue sur place, et avait remis ses constatations à la justice, qui reprenait le dossier.

Presque deux ans se sont écoulés depuis, et si le porte-parole de l'agence reconnaît un timing un peu long, il s'en remet à la justice, qui avait repris la main sur la suite de l'enquête. "A partir du moment où l'agence a eu carte blanche pour réaliser les contrôles sur base de ces suspicions, ça a été un réel uppercut porté à Veviba. Mais il fallait respecter le canevas judiciaire."

## Des contrôles inefficaces?

Deux ans où les contrôles de l'AFSCA n'ont rien décelé ? Jean-Sébastien Walhin tempère : "Le contrôleur ne peut pas être là 24h/24, 7 jours sur 7 dans les 150.000 établissements pour vérifier que tout se passe bien. Clairement aujourd'hui il y a des choses qui sont difficiles à mettre en évidence."

"On réalise énormément de contrôles, et nos contrôleurs sur le terrain ont fait leur job. La fraude existe, a existé et existera encore, on ne peut pas être à côté d'une personne en permanence et l'empêcher de réaliser certains actes. Mettre en lumière une fraude sanitaire, c'est quelque chose d'hyper compliqué." "Ce n'est pas pour autant qu'il faut pointer les contrôles quand on détecte une fraude, c'est le propre de la fraude, c'est d'être difficilement identifiable."

Et face à un certain scepticismisme sur le caractère inopiné des contrôles, le porte-parole est ferme, les organismes contrôlés ne sont pas prévenus de la venue de l'AFSCA. "Il n'y a aucun intérêt pour le contrôleur d'annoncer ses contrôles, surtout pas dans un établissement comme celui-là. Il y a des règles, des procédures, et elles ont été suivies pour Veviba."

*Ce type de management n'a plus sa place dans la filière alimentaire*

Yvan Hayez, secrétaire générale de la FWA, reconnaît le bon travail de l'AFSCA une fois la crise déclarée. Mais il veut une meilleure efficacité en amont, afin de mieux détecter les fraudes. *"Il a fallu 48 à 72h pour circonscrire les lots concernés, donc en terme de traçabilité, la réactivité de l'AFSCA était tout à fait acceptable. Maintenant, en amont, on pourrait développer des indicateurs qui permettraient de déceler plus vite les problèmes, et des fraudes économiques qui souvent aboutissent sur des fraudes sanitaires."*

[En réaction à cette crise, la FWA s'est portée partie civile, avec les organismes sectoriels flamands, dans l'enquête.](#) *"Se porter partie civile nous permet d'avoir accès à certaines informations, de demander des compléments de devoir d'enquête et effectivement de marquer un coup, et essayer de mettre en place un processus pour revenir vers des pratiques plus transparentes dans ce maillon de la chaîne alimentaire." "Cela fait déjà plusieurs années que la FWA demande cela."*

Sans vouloir "personnaliser les choses", la FWA demande également à ce que le patron du groupe Verbist se retire. *"On ne veut pas la peau du patron, même si on l'on pense que ce genre de personnage et ce type de management n'ont plus leur place dans la filière alimentaire."*

Et de rappeler l'impact sur le premier maillon de la chaîne, les éleveurs. *"C'est toute l'image du secteur qui est touchée : il y a un risque d'une diminution de la consommation, et donc d'une chute des prix qui va toucher directement les éleveurs. Et un risque d'être disqualifié à l'exportation."*